



WASHINGTON, D.C. U.S.A. 20522  
NO. 772/03.11.05/01.A7.5.2

AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE RWANDAISE  
1714 NEW HAMPSHIRE AVENUE, N.W.  
WASHINGTON, D.C. 20009  
TELEPHONE 202-2803  
TELEGRAMS RWANDA UN  
FAX NO. 202-282-4544

Son Excellence  
Monsieur le Ministre des Affaires  
Etrangères et de la Coopération

REF ID:  
SOURCE  
DRAFT

VISITE DU PRESIDENT DU  
P.P.R. A WASHINGTON

Monsieur le Ministre,

que Monsieur KANYARENGWE Alexis, Président du PPR, a séjourné à Washington les 21 et 22 décembre 1992.

Arrivé l'après-midi du 21, il a été reçu par l'Ambassadeur Norman COHEN, Secrétaire d'Etat Adjoint aux Affaires Africaines du cours de la journée du 22 décembre tandis que la soirée a été consacrée aux membres du PPR de Washington et des environs.

Des sources du Desk Officer du Rwanda au Département d'Etat, deux thèmes auraient caractérisé les propos de Mr. KANYARENGWE notamment les préoccupations du PPR face à la présence des militaires français et la soi-disant "intransigeance" du Président de la République et du parti MRND au sujet des négociations de paix d'Arusha.

S'agissant donc de la présence des militaires français, ces derniers auraient été accusés de préparer l'Armée Rwandaise à une offensive pour déloger la PPR de ses positions. Mais l'Ambassadeur COHEN, à l'adresse de son interlocuteur, a qualifié ces allégations de fausses. Il a plutôt rassuré le P.P.R. en rappelant qu'à l'école des militaires français serait au contraire de décourager une telle opération, la France étant membre du groupe des observateurs appelés à assister les 2 parties à la recherche d'une solution au conflit qui les oppose.

Au sujet des difficultés dans les négociations dont le PPR attribue la responsabilité au Président de la République, au parti MRND et son allié la CDR, l'Ambassadeur COMEN a fait comprendre à M. KANYARENGWE que les chances d'aboutissement de l'accord de paix nécessitent de trouver un compromis avec le Président de la République et son parti. Par ailleurs, a-t-il ajouté, il est mieux d'avoir la CDR dans le gouvernement de transition élargi du PPR car sa participation contraint "tous les partis" à nuancer son message.

La suite du court séjour de KANYARENGWE à Washington a été marquée par sa rencontre avec les membres du PPR de Washington et ses environs. L'Ambassade y a été représentée, invitée par Mr. Charles MULIGANDA, représentant du PPR à Washington.

L'adresse à l'auditoire de KANYARENGWE a consisté en une présentation globale de l'idéologie du PPR, les négociations de paix, la durée de la transition, la déclaration de Dar Es Salam sur les réfugiés et l'avenir de la guerre.

En matière d'idéologie, l'audience a eu droit à la répétition des traditionnelles stéréotypes : mettre fin à la corruption, faire respecter le droit pour tous les Rwandais, promouvoir l'unité nationale et la démocratie.

Parlant des négociations de paix d'Arusha, tout en regrettant le retard dans le calendrier initial, Mr. Kanyarengwe a affiché plutôt de l'optimisme que les développements du moment pouvaient laisser espérer un dénouement au moins dans les deux semaines à venir. Il a néanmoins invité "Abanyamuryango ba F.P.R." à rester vigilants et à poursuivre leur effort de guerre en cas d'échec des négociations.

De la durée de la transition, sans donner de période précise, de l'entendement de Mr. Kanyarengwe, elle devrait cependant correspondre au temps nécessaire au Gouvernement de transition à base élargie afin d'exécuter son programme d'action.

Au sujet de la déclaration de Dar Es Salam, soules deux options intéresseraient le FPR à savoir le cas de ceux qui veulent rentrer au pays et celui des anciens réfugiés qui, tout en retrouvant leur nationalité, éliraient résidence dans les pays d'accueil. Le PPR reconnaîtrait l'aboutissement de l'opération d'accueillir ceux qui voudront rentrer au pays, et compte pour ce faire sur la solidarité internationale pour leur réintégration tandis que pour ceux restant à l'étranger les Ambassades rwandaises devront leur assurer la protection diplomatique. Le PPR considère sans objet l'option de la décolonisation relative à la demande de la nationalité des pays de résidence, cela devant être laissé à la discrétion d'un chacun qui ferait lui-même la requête auprès du pays de son choix.

Quant à l'avenir de la lutte armée, elle dépendrait de l'issue des négociations et en cas d'échec, il a appelé les membres du PPR à appliquer le "Si vis pacem para bellum" et que sur le front ils étaient préparés à cette éventualité.

Tels sont les principaux éléments qui se dégagent des contacts de Monsieur KANYARUNNISI Alexio lors de son séjour à Washington que le Département d'Etat considère comme une visite de relations publiques.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Aloys UHLIMANA  
AMBASSADEUR,-



C.P.I.

- Son Excellence  
Monsieur le Président de  
la République Rwandaise  
KIGALI.
- Son Excellence  
Monsieur le Premier Ministre  
KIGALI.